

Point 05 : Débat d'orientation budgétaire

Intervention : Mireille PERNOT (Rezé)

Madame la Présidente, chers collègues,

Le Débat d'Orientations Budgétaires est un moment important de la vie démocratique de nos Collectivités pour faire le bilan de l'année écoulée, mais plus encore pour décrire l'avenir que nous souhaitons pour notre Métropole et l'environnement dans lequel nous sommes amenés à le définir.

Ces dernières années, il était devenu traditionnel dans nos débats d'aborder la baisse des dotations de l'État. En effet, depuis la suppression de la taxe professionnelle en 2010, ce sont des dizaines de milliards d'euros qui ont été mal compensés ou supprimés des caisses de nos Collectivités.

Malgré les réformes incessantes et les baisses de dotations dans notre budget, les services publics de la Métropole nantaise ont su trouver les ressources pour continuer à exercer leurs missions. Les économies réalisées, l'augmentation assumée de la fiscalité et le recours mesuré à la dette nous permettent aujourd'hui d'afficher une situation budgétaire saine et un niveau d'investissement élevé qui participent activement au dynamisme du territoire. Dynamisme bien illustré par la hausse du versement transport qui devrait atteindre 159 millions d'euros en 2018.

Les nombreuses réformes des Collectivités territoriales ces dernières années ont créé de nouvelles missions, de nouvelles obligations qui ont des impacts sur nos finances et sur le personnel tout en contraignant les leviers de recettes que nous pouvons actionner. De surcroît, l'État se désengage de ses missions de service public national et oblige les Collectivités à les assurer avec des moyens limités, parfois même sans aucun moyen.

Après ces nombreuses contributions des Collectivités à la baisse de la dette de l'État dont elles ne sont aucunement responsables, imposées sans concertation par les différents Gouvernements qui se sont succédé, nous aurions pu légitimement penser que l'étau de l'austérité sur les budgets de services publics locaux se serait desserré. Malheureusement, cela n'est pas le cas, mais dans sa grande bonté, le Président de la République nous laissera cinq ans pour réaliser 13 nouveaux

milliards d'euros d'économies. En moins de 10 ans, les services publics locaux se verraient privés de près de 25 milliards d'euros.

On nous annonce que cette fois, il n'y aura pas de réduction brutale des dotations de l'État : cela appartiendrait au passé. Place au pacte financier qui contraindra nos Collectivités si dispendieuses à ne pas augmenter leurs dépenses de fonctionnement de plus de 1,2 %, inflation comprise – autant dire rien.

De plus, cela se combine à la fameuse suppression en trois ans de la taxe d'habitation pour 80 % des ménages. Le Gouvernement prend une mesure dont le seul effet sera d'enlever tout levier fiscal aux communes et aux Intercommunalités. Alors, bien évidemment on nous annonce la compensation. Nous connaissons bien ce type de promesses. Elles ne valent qu'à l'instant T et n'engagent que ceux qui y croient.

Au final, l'austérité s'imposera d'elle-même avec le manque-à-gagner qui augmentera d'année en année. Au lieu d'engager une réforme d'ampleur qui aurait rendu la taxe d'habitation plus juste pour les ménages, le Gouvernement nous promet finalement la grande marche en arrière de la décentralisation, une attaque en règle contre la libre décision des élus locaux.

Ce sera maintenant avec des contrats passés entre l'État et les 319 plus grandes Collectivités locales que nos politiques publiques locales se déclineront. Et Pascal rappelait à raison la dissymétrie du rapport de force entre les deux partenaires potentiels de ces contrats. À travers ces contrats, le Préfet disposera d'un pouvoir d'appréciation sur notre budget. Cela ressemble à s'y méprendre à une mise sous tutelle. Les élus communistes sont inquiets du devenir de la démocratie locale. En effet, comment assurer notre mandat et la mission qui nous est confiée par les habitants sans une libre administration de nos Collectivités ?

"L'État n'a pas tort de surveiller ses dépenses.", disait Pascal tout à l'heure. En fait, remarquons qu'il surveille surtout les dépenses des autres et applique par ailleurs une politique qui va creuser les inégalités telles la baisse de l'impôt sur la fortune, 3,2 milliards d'euros offerts aux 300 000 les plus fortunés, la baisse des APL, la baisse des moyens pour le logement social, la hausse de la CSG sans compensation pour 2,5 millions de retraités. Le fait que ce soit Monsieur Grelard et Monsieur Reneaume qui se portent porte-parole aujourd'hui du Gouvernement Macron au sein de notre Conseil suffit à démontrer que loin d'être ni gauche ni droite, la politique nationale est bien de droite.

Malgré tous ces obstacles, notre Métropole reste volontariste pour un développement solidaire au service de ses habitants, au service de l'emploi, au service de sa région. Fabrice Roussel avait raison de citer tout à l'heure l'étude de France stratégie qui montre à quel point le dynamisme économique de notre Métropole ne se joue pas en contradiction avec les autres territoires de la Région, mais participe du dynamisme global de la Région des Pays de la Loire.

Pour le budget 2018 de notre Métropole, nous faisons le choix de maintenir le cap de l'investissement avec 413 millions d'euros sur l'ensemble des budgets, dont plusieurs dizaines sont sur l'eau et l'assainissement. Ce choix, c'est celui d'investir au service de ses habitants et de l'économie locale. C'est le choix de favoriser l'économie réelle et l'emploi, indispensables et utiles pour répondre aux besoins de notre population.

Car si aujourd'hui certains médias et Ministres pointent du doigt nos Collectivités, trop dispendieuses, nous démontrons pourtant chaque jour que nos investissements sont non seulement utiles et maîtrisés, mais également qu'ils favorisent une économie solide, une attractivité durable. Avec un nouveau MIN, le regroupement du CHU, la rénovation de la gare de Nantes, le développement du logement social ou le prolongement de nos infrastructures de transport, nous donnons un avenir à notre territoire. J'aimerais pour terminer insister sur le fait que nos investissements, l'accueil de nouveaux habitants, les transferts de compétences ont un impact sur notre fonctionnement et le personnel nécessaire au fonctionnement de Nantes Métropole.

Comme le disait Pascal, il est nécessaire d'avoir une équipe qui puisse être en capacité d'assurer les investissements importants que nous voulons. Nombre de services aujourd'hui réclament des recrutements nécessaires à la réalisation du service public. Nous ne pourrons éternellement nous appuyer sur une mutualisation et autres optimisations pour contenir la masse salariale. Des embauches seront nécessaires pour maintenir le niveau de service. Je voudrais d'ailleurs réaffirmer que le dynamisme et l'attractivité de l'Agglomération et de nos communes est le fruit d'une politique ambitieuse qui souhaite inventer l'avenir et non le subir.

Je vous remercie, chers collègues, de votre attention.